

Unis, les banques américaines n'ont pas été assujetties à la limite relative à la part des banques étrangères dans l'actif du système bancaire canadien.

Tableau 12. Importations du mode 3 par industrie : finances, assurances et immobilier (en millions de dollars canadiens)

	1988		1997		
	Chiffre d'affaires	Part de l'indust. (%)	Chiffre d'affaires	Part de l'indust. (%)	Croiss. ann. moy. (%)
Finance, assurances et immobilier	24 664		38 763		5,2
Finance et assurances	29 067	23,8	43 990	25,7	4,7
Banques à charte	3 581	10,2	4 058	6,8	1,4
Crédit-bail financier	s. o.	s. o.	237	21,7	s. o.
Autres intermédiaires financiers	3 455	54,2	7 853	63,2	9,6
Autres intermédiaires hypothécaires	s. o.	s. o.	84	3,0	s. o.
Assureurs-vie	7 620	28,8	9 875	27,7	2,9
Assureurs risques divers et biens	9 064	62,0	14 965	59,3	5,7
Agents et courtiers d'assurances	348	11,4	637	8,1	6,9
Courtage et autres services	596	13,0	1 054	16,2	6,5
Immobilier	1 681	8,0	2 586	11,9	4,9
Exploitants immobiliers	1 643	10,8	2 532	12,3	4,9
Agents et courtiers immobiliers	38	0,7	54	5,2	4,0

Source : Tableau A3, en annexe.

Lorsqu'il est question de libéralisation du commerce, il n'existe que peu de secteurs qui soient plus « sensibles » que les services financiers. Cela dépend d'un certain nombre de facteurs. D'abord, les institutions financières ont la fonction vitale de canaliser les épargnes vers les investissements. On affirme généralement qu'un système financier fort est essentiel à la bonne santé de l'économie en général. Les observations déjà réalisées au sujet des marchés nationaux indiquent que les services financiers subissent de fortes pressions allant dans le sens d'une agglomération (p. ex., à l'intérieur des économies nationales, certaines villes comme New York, Londres, Tokyo, Francfort et, au Canada, Toronto, deviennent le siège de la